Après le référendum

PCF
Parti communiste français

Le verdict populaire doit être respecté

Le 29 mai, le suffrage universel a rejeté le traité constitutionnel européen et s'est prononcé pour une autre Europe, dégagée des politiques libérales. Ce verdict, qui est devenu la décision de la France, doit être respectée.

Pour entrer en vigueur, ce traité doit être ratifié par tous les États membres de l'Union européenne. Il ne l'est pas. Ce traité est rejeté.

En conséquence :

- Le président de la République doit retirer la signature de la France.
- L'Union européenne doit décider une nouvelle négociation sur les politiques économiques et sociales et sur les institutions de l'Union européenne.
- Cette nouvelle discussion doit s'ouvrir aux exigences des peuples, qui doivent être associés et consultés.

Dans l'immédiat, nous exigeons :

- Le retrait de la directive Bolkestein et de toutes les directives de mise en oeuvre des politiques libérales.
- La suspension de toutes les directives imposant la mise en concurrence des services publics.
- Des mesures de convergence sociales et fiscales permettant de lutter contre le dumping social et les délocalisations.
- Un changement des objectifs de l'agenda de Lisbonne : l'emploi et le progrès social et non la seule compétitivité.
- Le retrait de l'éducation, de la santé et de la culture du champ des négociations de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS).
- Une redéfinition du statut et des missions de la Banque centrale européenne, pour la mettre au service de l'emploi et du développement humain, et la mise en cause des principes du pacte de stabilité.
- L'annulation de la dette des pays pauvres.

NOM	PRÉNOM	ADRESSE	SIGNATURE